



## L'UMP s'inquiète de l'anti-sarkozysme

L'état-major de Nicolas Sarkozy veut ignorer la multiplication des attaques dont il est la cible

### Impératif démocratique

Le 22 avril 2007 ne peut pas, ne doit pas ressembler au 21 avril 2002. Pour légitime que soit l'aspiration à la diversité, au « déverrouillage » du système politique, que reflète la multiplicité des candidatures au premier tour de l'élection présidentielle, celle-ci doit s'effacer

devant un impératif démocratique : éviter la désillusion et la colère qui naîtraient à nouveau d'un débat faussé, amputé. Il est important que notre « cher et vieux pays » puisse, au second tour, dire clairement où il veut aller ; et se prononce sur une certaine idée de notre avenir, de notre vivre ensemble. Il faut donc, au soir du premier tour, que soient réunies les conditions d'une claire et grande confrontation entre deux projets de société.

De ce point de vue, il y a dans l'offre politique disponible deux options : celle de Nicolas Sarkozy, se réclamant de la droite et de la majorité sortante, semble déjà sûre d'elle-même ; il faut donc souhaiter que la seconde, se réclamant de la gauche et qu'incarne Ségolène Royal, soit présente au second tour pour assurer les chances d'un vrai choix. Il sera temps, entre les deux tours, de comparer l'une à l'autre au regard des enjeux de la société française et de la place du pays dans le monde, afin de lever, si possible, les ambiguïtés et les déceptions nées de la campagne pour le premier tour.

Au tout début de celle-ci figurait en bonne place une aspiration tout aussi puissante que celle de ne pas revivre un 21 avril : celle d'un renouvellement de la vie publique, espéré à travers un saut de génération inédit. Parmi les trois candidats démocratiques qui peuvent nourrir l'espoir d'entrer à l'Élysée, en effet, deux le sont pour la première fois (Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy), le troisième (François Bayrou) l'est au nom d'une posture nouvelle (une forme d'union nationale).

J.-M.C.  
Lire la suite page 2



Nicolas Sarkozy en meeting, le 18 avril, avec Simone Veil et Patrick Devedjian. MICHAEL ZUMSTEIN/CEIL PUBLIC POUR « LE MONDE »

■ **Atmosphère.** Affiches de M. Sarkozy dégradées ou affublées d'une moustache à la Hitler, manchettes de journaux insistant sur l'inquiétude suscitée par le candidat de l'UMP, attaques ciblées de Jean-Marie Le Pen : les signes se multiplient d'une virulence anti-Sarkozy. Pour ce dernier, ces « agressions » sont la preuve que ses adversaires « n'ont rien à proposer en termes de projet ». En meeting le 18 avril à Issy-les-Moulineaux, Nicolas Sarkozy s'est posé en victime de son succès. Dans *Le Parisien* de jeudi, il a reçu le soutien de M. Giscard d'Estaing. **Pages 8 à 12, et Enquête page 21**

■ **Débats.** Patrick Weil, spécialiste des politiques d'immigration qui a beaucoup ferraillé avec le candidat de l'UMP lorsqu'il était ministre de l'intérieur, donne son diagnostic sur la compétition présidentielle. Deux candidats, Ségolène Royal et François Bayrou, feraient évoluer les institutions vers moins de centralisme et de concentration des pouvoirs. Le troisième, Nicolas Sarkozy, renforcerait ces traits de la V<sup>e</sup> République dont les Français sont las - ils l'ont montré lors de plusieurs consultations. Elu, il disposerait d'un pouvoir sans contrôle, avec une Assemblée à sa main pour la durée de son mandat. **Page 20**

■ **Portrait.** « Philippe de Villiers erre depuis bientôt trente ans à la droite de la droite républicaine ; à distance certaine, toujours bien millimétrée, de la droite franchement extrême », écrit le journaliste israélien Joav Toker dans le portrait qu'il brosse du candidat du Mouvement pour la France. « Mais alors, s'interroge Joav Toker, de quelle étendue dispose-t-il dans ces prés-là, coincé entre Nicolas Sarkozy, le battant, et Jean-Marie Le Pen, le terrible ? » Le journaliste insiste sur l'une des thématiques favorites de M. de Villiers : la dénonciation de « l'islamisation de la France », par laquelle il espérait s'attirer les faveurs des juifs. **Page 19**

## Le bouclier antimissile au cœur du débat OTAN-Russie

La demande de Moscou, le Conseil OTAN-Russie devait se réunir, jeudi 19 avril à Bruxelles, pour débattre du projet de bouclier antimissile américain en Europe. Celui-ci prévoit l'installation en Pologne et en République tchèque d'une dizaine d'intercepteurs et d'un radar, visant à protéger le territoire des États-Unis et d'une grande partie de l'Europe du danger d'éventuels missiles iraniens de longue portée. La réunion devait être précédée, dans la matinée, d'une rencontre entre les 26 pays membres de l'Alliance atlantique.

L'installation de sites en Europe centrale est fortement contestée par Moscou, pour qui il s'agit d'une première étape vers un système antimissile américain à portée mondiale, qui menacerait la donne stratégique. Le projet de bouclier a suscité des divisions en Europe. Dans un entretien au *Monde*, le ministre tchèque des affaires étrangères, Karel Schwarzenberg, accuse la Russie de chercher à les exploiter. ■

Lire page 4

## M. Breton nie être intervenu en faveur de Noël Forgeard

Je n'ai jamais parlé de la question des indemnités de Noël Forgeard avec aucun des administrateurs d'EADS, fût-ce une seule seconde. Thierry Breton, ministre de l'économie, a démenti catégoriquement auprès du *Monde*, jeudi 19 avril, être intervenu dans l'affaire des indemnités de Noël Forgeard, ex-coprésident d'EADS. François Hollande, ex-coprésident d'EADS, a révoqué mercredi la démission du ministre, après des révélations du magazine *Challenges*. Celui-ci affirme que M. Breton est intervenu, contre l'avis du conseil d'administration d'EADS, afin que M. Forgeard bénéficie d'un parachute en or de 8,5 millions d'euros. ■

Lire page 11

## Le styliste Galliano condamné pour avoir plagié William Klein



« Contact peint », par William Klein, 1995. WILLIAM KLEIN

Pour avoir contrefait, dans une campagne de publicité en faveur de sa marque, un concept du photographe William Klein connu sous le nom de « contact peint », John Galliano vient d'être condamné en référé à travers sa propre société par le tribunal de grande instance de Paris. Le styliste, par ailleurs lié à la maison Dior, connue pour traquer la contrefaçon, devra verser

200 000 euros d'indemnités à l'artiste. John Galliano a fait appel du jugement. Le photographe a décidé, de son côté, de porter l'affaire au fond, estimant que la contrefaçon est beaucoup plus importante que celle établie devant le juge du référé. « Je suis furieux » tant « le plagiat est minable », affirme William Klein dans un entretien au *Monde*. ■  
Lire page 25

### PAGE TROIS

## Certes, Nagasaki n'est pas Palerme, mais...

Les gangsters japonais (yakuza) ne sont pas seulement présents dans les activités habituelles de toutes les pègres. Ils s'installent aussi de plus en plus dans l'économie légale : après la construction, la spéculation immobilière et boursière. L'assassinat, en pleine rue, à Nagasaki, par un petit chef de bande, du maire de la ville, vient rappeler que, dans le pays où la criminalité est la plus faible du monde industrialisé, le « patriotisme » sanglant est parfois l'arme de certains groupuscules mafieux.

## Turquie Trois chrétiens égorgés

A Malatya (sud-est de la Turquie), trois employés chrétiens d'un éditeur de bibles protestantes ont été égorgés, mercredi 18 avril. Cinq jeunes gens ont été arrêtés. La minorité chrétienne du pays est inquiète. **Page 5 et notre éditorial page 2**

## Economie chinoise Une surchauffe incontrôlable ?

Les investisseurs prennent peur. La Bourse de Shanghai plonge. Au premier trimestre, la croissance de l'économie chinoise a une nouvelle fois atteint un niveau très élevé : 11,1 % en rythme annuel. La capacité des autorités à contrôler cet emballement est à nouveau mise en question. **Page 14**

www.publicsenat.fr

**ÉVÉNEMENT**

**PUBLIC SÉNAT**  
CHAÎNE D'INFORMATION POLITIQUE

**Télévision des Face à Face et des meetings**

**François BAYROU, Olivier BESANCENOT, Ségolène ROYAL, Nicolas SARKOZY.**

**4 meetings en version intégrale**

**Jeudi 19 et Vendredi 20 avril 2007**

**Jeudi 19 avril**

**22h00 : Nicolas SARKOZY** à Marseille (meeting du jeudi 19 avril)

**Vendredi 20 avril**

**7h00 : Olivier BESANCENOT** à la Mutualité (meeting du mercredi 18 avril)

**10h35 : François BAYROU** à Bercy (meeting du jeudi 19 avril)

**14h00 : Ségolène ROYAL** à Toulouse (meeting du jeudi 19 avril)

Retrouvez 12 meetings des candidats en VOD sur <http://www.publicsenat.fr/archives/emission.asp?emission=14>

Public Sénat sur le canal 13 de la TNT, le câble, le satellite, l'ADSL, la téléphonie mobile et en simultané sur Internet.



## Editorial

## Le chaudron turc

La ville anatolienne de Malatya avait déjà donné à la Turquie un anti-héros, Ali Ağca, l'homme qui a tiré sur Jean Paul II en 1981. Elle avait vu naître un homme courageux, le journaliste d'origine arménienne Hrant Dink, assassiné le 19 janvier par un jeune nationaliste venu de Trabzon. Mercredi 18 avril, elle a été le théâtre d'un triple assassinat particulièrement choquant, celui de trois chrétiens évangéliques égorgés dans une maison d'édition qui publie des bibles protestantes.

Les auteurs de la tuerie, arrêtés sur place, seraient cinq étudiants de la mouvance « islamo-nationaliste ». Le modus operandi, l'égorgeage, fait penser au mouvement Hezbollah turc, qui avait fait parler de lui il y a plusieurs années, manipulé, disait-on, par l'armée pour lutter contre les Kurdes du PKK. A l'annonce des assassinats, quelque 150 personnes se sont rassemblées à Taksim, au centre d'Istanbul, aux cris de « nous sommes tous des chrétiens », écho affaibli de la manifestation de janvier où 100 000 personnes avaient défilé en hommage à Hrant Dink en scandant : « Nous sommes tous des Arméniens. »

Cet acte de violence intervient dans un climat politique tendu. Le 14 avril, des centaines de milliers de personnes venues de tout le pays ont manifesté à Ankara. Le camp laïque a montré ses forces, sous une forêt de drapeaux turcs et de portraits de Mustafa Kemal, fondateur de la République en 1923. Le but était de dissuader le premier ministre issu de l'islamisme, Recep Tayyip Erdogan, qui gouverne la Turquie depuis quatre ans avec son parti AKP, de briguer la présidence de la République.

Aux yeux de beaucoup de Turcs, cette institution, garante du caractère laïque de l'Etat, ne saurait revenir à un tenant de l'islam politique, y compris dans la version modérée qui est celle du premier ministre. Certains pensent que l'armée et ses relais institutionnels ne laisseront pas M. Erdogan passer en force, même s'il dispose d'une confortable majorité au Parlement et de sondages d'opinion favorables.

Toutes les tensions de la démocratie turque, au sein de l'appareil d'Etat comme de la société, se sont donc ravivées. L'Union européenne ne peut rester un observateur indifférent dans cette période difficile pour la Turquie. Elle négocie, depuis 2005, l'adhésion future d'Ankara, tout en lui envoyant - elle ou des pays membres comme la France - de constants signaux de méfiance, qui ont contribué à pourrir le climat politique turc. La perspective européenne gonflait les voiles des réformes démocratiques, rapprochant une Turquie en plein essor économique des normes occidentales. Aujourd'hui, les réformes sont au point mort, la violence groupusculaire reprend. Ce n'est pas seulement un problème pour les Turcs. ■

## Impératif démocratique

SUIVE DE LA PREMIÈRE PAGE

Tous trois sont jeunes et proclament leur volonté de changement. Chacun promet donc de bousculer les habitudes françaises et de rompre avec les tabous de son camp. A ce stade, cette forme de renouvellement, si elle a ramené l'intérêt du pays vers la chose publique, n'a pas donné pleine satisfaction. L'un des grands paradoxes de la campagne pour le premier tour de scrutin est en effet que celle-ci porte la marque d'une forte attente, mais aussi d'une réelle indécision, largement provoquée par une déception palpable.

A l'origine de celle-ci se trouve vraisemblablement l'impression donnée par M<sup>me</sup> Royal et M. Sarkozy d'une oscillation permanente, liée à leur souci tactique de se disputer chaque thème (les petits drapeaux de l'une répondant aux proclamations de l'autre sur la crise d'identité, par exemple) et surtout à leur commune obsession de coller à l'opinion du moment. M. Bayrou prête peu le flanc à une telle critique du fait d'une campagne axée principalement sur l'idée d'une recomposition politique, que ne permettent pas les institutions actuelles, et qui revient de sa part à spéculer sur un enchaînement miraculeux autant qu'improbable.

Nous eûmes donc les allers-retours de Nicolas Sarkozy, se proclamant libéral avant de redevenir classiquement colbertiste. A moins que, comme le disent les Britanniques, il ne soit libéral quand les affaires marchent, protectionniste quand l'Etat est impuissant. Ségolène Royal, quant à elle, nous conduisait à ne plus trop pré-

ter attention à ses premières annonces, pour attendre l'inévitable correction de tir qui ne manquerait pas de suivre. L'un et l'autre ont eu, en quelque sorte, une attitude de journaliste plus que de candidat. Ils ont fait campagne en cherchant à rebondir sur des actualités et des émotions successives, leurs priorités respectives étant finalement gommées à force de sauter d'un sujet à l'autre.

Non que les grands sujets aient été oubliés : le chômage, le pouvoir d'achat, l'école, la protection sociale, la sécurité ont tour à tour tenu la vedette. Mais chacun de ces thèmes a fait l'objet de propositions parcellaires. En cela, cette première partie de campagne a illustré la grande difficulté des démocraties modernes : celle de la construction d'une unité sociale et politique à partir de l'émancipation et de la séparation des individus. Il est donc indispensable qu'entre les deux tours chacun soit à même de ramasser et d'organiser ses propositions, au nom de l'indispensable recherche d'une nouvelle dynamique et de la relance d'une perspective de progrès économique et social qui fasse toute leur place aux différentes composantes de la société.

D'ici là, ayons à l'esprit que si le rapport des forces, dans le pays, semble assez nettement favorable à la droite (du moins si l'on se fie aux enquêtes d'opinion), les attentes principales - chômage, pouvoir d'achat - sont à gauche.

Malgré le caractère, à certains égards, époustoufflant de la percée de François Bayrou, sa présence s'analyse aussi comme le retour au schéma classique d'une primaire à droite (comme le furent les combats Chirac-Giscard, Barre-Chirac, Balladur-Chirac), qui a pour effet mécanique de contenir le vote Le Pen (lequel avait percé en 2002 en l'absence d'une telle compétition à droite).

L'audience du candidat « centriste » n'est allée au-delà que parce qu'il y a une impatience, à gauche, face à un PS incapable de faire émerger une force sociale-démocrate moderne. Ségolène Royal devra donc s'assumer telle qu'elle est en réalité, c'est-à-dire convaincue de cette nécessaire évolution, et non telle que le PS voudrait qu'elle soit. Elle a laissé entrevoir cette perspective de façon non délibérée, et certainement pas organisée. Elle devra donc y mettre la ténacité, la force de caractère, le courage qui sont les siens.

En face, Nicolas Sarkozy a pour lui d'être, de tous les candidats, le mieux préparé ; à ce stade le plus « crédible », selon les canons classiques du présidentiable. Mais à deux reprises, durant cette campagne, M. Sarkozy a franchi une ligne jaune, se plaçant en contradiction avec les valeurs qu'il affirme défendre quand il revendique aussi Camus, Blum et Jaurès. Le souhait de créer un ministère de l'identité nationale et de l'immigration renvoie immanquablement à des moments sombres de l'histoire.

Comme l'explique fort bien l'historien Gérard Noiriel, « lorsque l'Etat se mêle d'identité, cela donne des résultats terrifiants, incompatibles avec la démocratie ». Attaqué de manière scandaleuse par Le Pen en raison de ses origines immigrées - qu'il revendique haut et fort, ce qui est tout à son honneur -, M. Sarkozy ne devait pas s'aventurer aussi loin sur les terres idéologiques du Front national.

De la même manière, sur quelles bases scientifiques s'appuie-t-il lorsqu'il avance que la pédophilie est d'origine génétique ? Sur quelles études réellement fiables sa conviction que les gènes sont responsables du suicide, chaque année en France, de 1 300 adolescents repose-t-elle ? De deux choses l'une : soit Nicolas Sarkozy est ignorant en ces matières fondamentales, et il aurait mieux fait de s'abstenir dans ce difficile débat sur les rôles respectifs de l'inné et de l'acquis ; soit il est persuadé du bien-fondé de ce qu'il dit, et il y a lieu de s'inquiéter de son engouement pour des thèses déterministes condamnables. En ces deux moments donc, M. Sarkozy, tout à son souhait de « fixer » sur son nom des électeurs de Jean-Marie Le Pen, a travesti sa nature de républicain sincère. C'est du moins ce que l'on voudrait croire.

Dans notre système institutionnel, renforcé par l'inversion du calendrier (les législatives suivant obligatoirement la présidentielle), la bataille pour l'Elysée est la mère de toutes les batailles. L'attente du pays se concentre donc sur cette échéance, comme sur les personnalités susceptibles de l'emporter. Cette attente est d'autant plus forte qu'aucune des lourdes interrogations qui taraudent la société française (le débat sur l'immobilisme, la force de la demande de changement dans une société qui craint de perdre ses acquis, la lancinante question de l'identité, l'état de la méritocratie à la française et la panne de l'ascenseur social, pour n'en citer que quelques-unes) n'a trouvé à ce jour de réponse claire. De ce point de vue, le dernier mandat de Jacques Chirac a fonctionné comme une sorte de parenthèse. Si bien que depuis son élection, en 1995, le pays n'a vraiment été en mesure de se prononcer clairement, positivement, pour dessiner son avenir.

Traditionnellement, dans un scrutin présidentiel, l'adage veut qu'au premier tour on choisisse et qu'au second on élimine. Cette fois, il faut éliminer au premier tour pour être sûr de pouvoir choisir au second. En dépit des confusions qui ont parasité la campagne, le seul projet qui s'oppose à celui de Nicolas Sarkozy et qui s'appuie sur une force politique capable de gouverner est celui de Ségolène Royal. ■

J.-M.C.

## American dream par Sergueï



## Vingt ans après, l'Union en 2027...

Rêvons un peu. Avec Charles Grant, le très europhile directeur du Centre for European Reform, un cercle de réflexion londonien, chaussons des lunettes roses et imaginons l'Europe dans vingt ans, en supposant qu'elle aura surmonté la crise née de l'échec du traité constitutionnel et trouvé les moyens de se redresser. Nous voici en 2027. L'Union s'est encore élargie, les Etats de l'ex-Yougoslavie l'ont rejointe, ainsi que l'Islande, la Norvège, la Suisse. La France, qui a déjà refusé deux fois par référendum l'entrée de la Turquie, s'apprête, la troisième fois, à dire oui.

Les nouvelles adhésions ont été rendues possibles par un renversement de tendance inattendu : l'Europe est devenue populaire auprès des opinions publiques. Le tournant a été pris aux alentours de 2010, explique Charles Grant dans son récit d'anticipation. A cette date, affirme-t-il, malgré les tentatives de blocage de la Grande-Bretagne et de la France, l'une et l'autre plus ou moins marginalisées, l'Europe a commencé à revivre, et cela pour plusieurs raisons.

La première est d'ordre économique. Les réformes longtemps différées ont enfin eu lieu. Le signal a été donné par l'Italie, sous la conduite d'un gouvernement de technocrates présidé par l'ancien commissaire Mario Monti, qui a succédé à Romano Prodi et a réussi à relancer la croissan-

ce. En France, après avoir hésité à afficher son libéralisme, le nouveau président, Nicolas Sarkozy, a réformé les services publics et diminué le rôle de l'Etat. Le dixième anniversaire de la stratégie de Lisbonne, en 2010, est fêté dans la liesse.

La deuxième raison est d'ordre institutionnel. La Commission a été profondément modifiée, ses effectifs réduits de 28 000 à 8 000 fonctionnaires, ses départements transformés en agences indépendantes, responsables devant le Parlement européen, son budget délivré du fardeau de la politique agricole, rendue aux Etats membres. Depuis

## Chronique

## Europe Thomas Ferenczi

2019, les commissaires sont élus au suffrage universel direct et le président de la Commission est choisi parmi eux par le Parlement européen, ainsi que le ministre des affaires étrangères.

Troisième raison : l'UE mène une politique étrangère plus efficace et plus cohérente, en partie grâce à Vladimir Poutine, qui, en revenant au pouvoir en 2012, a contribué à unir, contre lui, les Européens. Ceux-ci ont appris à jouer leurs cartes dans les difficiles négociations gazières et pétrolières,

res, sous l'autorité de leur ministre des affaires étrangères, le Suédois Carl Bildt, successeur de Javier Solana. La fin de la présidence tournante a renforcé l'autorité de l'Union, qui déploie en différents lieux du monde plusieurs dizaines de milliers de soldats et des centaines de milliers de juges, de policiers, de personnels civils.

Chacun peut amender à sa façon le scénario très britannique de Charles Grant, remplacer, par exemple, le nom de Nicolas Sarkozy par celui de Ségolène Royal ou concevoir autrement les révisions destinées à relancer la machine communautaire. Le principal message de cet exercice de politique-fiction est qu'il appartient d'abord aux Etats membres de remettre de l'ordre dans leurs affaires. Avec une croissance annuelle supérieure à 3 % dans la plupart des pays, « l'hostilité populaire à l'ouverture économique et à la poursuite de l'élargissement a commencé à s'évanouir », note l'auteur en observant les années 2007-2027.

Certes, des difficultés subsistent. La Serbie, devenue membre, rejette l'entrée de l'Albanie et du Kosovo, tandis que l'Espagne bloque l'ouverture de négociations avec la Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine pour protester contre le refus opposé au Maroc. Mais la Grande-Bretagne s'est rapprochée de ses partenaires. Le cabinet Miliband, qui a succédé aux cabinets Brown et Cameron, vient de proposer l'adhésion de Londres à l'euro. ■

Société éditrice du Monde SA  
Président du directeur : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani  
Pierre Jeantet, directeur général  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain  
Directeur général adjoint chargé de la presse régionale :  
Noël-Jean Bergeroux  
Directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directeur délégué : Eric Fottorino,  
directeur général délégué : Patrick Collard  
Directeur de la rédaction : Eric Fottorino  
Directeur éditorial : Gérard Courtois  
Rédacteurs en chef : Alain Frachon (Le Monde 2), Sophie Gherardi,  
Laurent Greilsamer, Patrick Jarreau, Michel Kajman,  
et Franck Nouchi (« Le Monde des livres »)  
Responsable de la conception : Eric Azan  
Directeur artistique : Quintin Leads ; chef d'édition : Françoise Tovo  
Délégué général : Olivier Biffaud, secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco  
Médiatrice : Véronique Maurus  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président,  
Jean-Michel Dumay, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet  
(1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991),  
Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA  
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social :  
149 017 497 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés,  
Société des rédacteurs du Monde, Société des cadres du Monde, Société des employés du Monde,  
Société des personnels du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Société des  
personnels du groupe des publications de la Vie catholique, Association Hubert-Beuve-Méry, Société  
des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde  
Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Investimonde.

Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13  
Tél. : 01-57-28-20-00 ; téléc. : 202806F ; télécopieur : 01-57-28-21-21  
Courrier des lecteurs : par téléphone : 01-57-28-21-74 ;  
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr  
Médiatrice : mediateur@lemonde.fr  
Abonnements : Par téléphone de France 0-825-000-778 (0,15 TTC/min) ;  
de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48. Sur Internet : www.lemonde.fr/abonjournal/  
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)  
Tarif 1 an - France métropolitaine : 374 €  
Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; finances :  
http://finance.lemonde.fr ;  
Emploi : www.talents.fr ; Immobilier : http://imm.lemonde.fr  
Télématique : 3615 lemonde. Documentation : http://archives.lemonde.fr  
Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40  
« Le Monde » sur microfilms : 03-88-04-28-60

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde (SA). La reproduction de tout  
article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et  
agences de presse n° 0707 C 8197 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Cunbours  
94852 Ivry cedex



Président : Patrick Collard  
Directeur général : Stéphane Corte  
M. de Auguste-Blanqui  
75707 PARIS CEDEX 13  
Tél. : 01-57-28-39-00 - Fax : 01-57-28-39-28

PRINTED IN FRANCE